

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCE ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,  
DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**

AVENANT N° 3 DU 15 NOVEMBRE 2012  
À L'ACCORD N° 29 DU 8 AVRIL 2005  
RELATIF AU CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

NOR : ASET1350106M  
IDCC : 1686

PRÉAMBULE

Vu les articles L. 6325-11, L. 6325-13 et L. 6325-14-1 du code du travail ;

Vu l'article 7.1 de l'accord n° 29 du 8 avril 2005, étendu par arrêté du 7 octobre 2005 publié au *Journal officiel* du 19 octobre 2005,

les entreprises des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager contribuent à la formation des jeunes et des demandeurs d'emploi en favorisant l'insertion professionnelle, notamment des personnes de faible niveau de qualification et les plus éloignées de l'emploi.

Le contrat de professionnalisation a pour objectif de permettre aux titulaires de compléter leur formation initiale, de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des publics les plus éloignés du marché du travail et de suivre une des formations diplômantes et certifiantes (titres à finalité professionnelle ou certificats de qualification professionnelle), correspondant aux besoins des entreprises du secteur, reconnues par la convention collective des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager ou qui seraient enregistrées dans le répertoire national des certifications professionnelles, ultérieurement à la conclusion du présent avenant.

Afin de permettre aux bénéficiaires de contrats de professionnalisation d'accéder à leur premier emploi et à de réelles perspectives d'évolution professionnelle, les signataires du présent avenant entendent poursuivre leurs actions à l'attention des jeunes âgés de 16 à 25 ans et des demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, en s'attachant à la qualité de leur accueil et de leur professionnalisation, au service de leur insertion.

Ils rappellent que les contrats de professionnalisation peuvent être également conclus pour :

- les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ;
- les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ;
- et les personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion.

C'est dans cette perspective que les signataires du présent avenant conviennent de définir les modalités de poursuite et de financement des actions d'évaluation et d'accompagnement ainsi que des enseignements dans le cadre d'un contrat de professionnalisation.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Poursuite du financement du contrat de professionnalisation en cas de rupture anticipée du contrat non imputable à son bénéficiaire*

En cas de rupture anticipée du contrat de professionnalisation d'une durée au moins égale à 12 mois, l'OPCA désigné par la branche poursuivra le financement de la formation pendant 3 mois si le bénéficiaire n'est pas à l'origine de la rupture, sauf en cas de faute grave ou lourde.

## **Article 2**

### *Application de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les modalités de dénonciation ou de révision du présent avenant se feront dans les conditions légales en vigueur.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension. Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 15 novembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FEDELEC ;  
FENACEREM.

#### **Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;  
FCS CGT.